



**Communiqué de presse
Pour diffusion immédiate**

**Méthodes d'intervention du SPVM
La Ville de Montréal a refusé une consultation publique**

Montréal, le 27 mars 2019 – Depuis plusieurs années, la Ligue des droits et libertés (LDL) demande à la Ville de Montréal de discuter en toute transparence de la formation sur les méthodes d'intervention de la police. En décembre dernier, la LDL et 24 organisations oeuvrant à Montréal demandaient la tenue dans la prochaine année d'une consultation publique sur les méthodes d'intervention du Service de police de la Ville de Montréal. (SPVM), demande qui a été refusée par le Conseil de Ville.

« Rappelons-nous que seulement depuis 2014, dix personnes sont mortes lors d'une intervention du SPVM. Avec une formation appropriée sur les méthodes d'intervention, incluant la désescalade, les policières et policiers pourraient mieux intervenir auprès de personnes avec des troubles psychologiques et probablement, éviter des décès ou blessures », déclare Eve-Marie Lacasse, coordonnatrice de la LDL.

La LDL est d'avis que les questions complexes reliées aux méthodes d'intervention du SPVM ne peuvent être traitées convenablement dans le format actuel des séances régulières de la Commission de sécurité publique.

« Nous demeurons sur notre position de demander une véritable consultation publique sur les méthodes d'intervention policières. Ceci dit, la LDL participera à la séance du 9 avril de la Commission sur la sécurité de la Ville de Montréal pour poser des questions au sujet de la formation sur les méthodes d'intervention », termine Mme Lacasse.

À propos de la Ligue des droits et libertés

La LDL est un organisme à but non lucratif, indépendant et non partisan, issu de la société civile québécoise et affilié à la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH). Depuis plus de 50 ans, elle milite en faveur de la défense et de la promotion de tous les droits humains reconnus par la Charte internationale des droits de l'homme.

-30-

Pour informations et entrevues :

Élisabeth Dupuis, responsable des communications de la Ligue des droits et libertés
514-715-7727